

LE TRAVAIL AFFRANCHI.

BUREAUX : RUE DES SAINTS-PÈRES, 16.

Ce Journal paraît tous les Dimanches. — Les manuscrits ne sont pas rendus.

PARIS, un an, 5 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — Trois mois, 1 fr. 50.
DÉPARTEMENTS, un an, 7 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — (Affranchir).

Les bureaux sont ouverts tous les jours, de dix heures du matin à quatre heures du soir.

Le *Travail affranchi*, journal des associations ouvrières, est fondé par MM. :

FRANÇOIS VIDAL, auteur de la *Répartition des richesses*, et de *Vivre en travaillant* ;

ALPHONSE TOUSSENEL, auteur des *Juifs rois de l'Époque*, et de *l'Esprit des bêtes* ;

VICTOR MEUNIER, ancien rédacteur en chef de la *Revue Synthétique* ;

LÉOPOLD GRAFFIN ;

Et PIERRE VINARD, ancien rédacteur de la *Ruche populaire*, de l'*Union* et de la *Fraternité*.

Le spécimen, qui a paru le 31 décembre et qui contient notre programme, se vend séparément 10 centimes.

On s'abonne : pour les départements, en envoyant un mandat sur la poste, à l'adresse de l'administrateur. Ce mandat coûte 2 0/0, soit 14 centimes pour 7 francs. La lettre d'envoi coûte 20 centimes à affranchir. Total, 7 fr. 34 cent.

On trouve des numéros du *Travail affranchi* dans toutes les associations ouvrières ;

Au dépôt central des journaux, rue Coquillière, 15, et rue Notre-Dame-des-Victoires ; et chez tous les marchands.

Le *Travail affranchi* ne reçoit ni annonces, ni réclames payées. Nous publierons une *Revue Bibliographique* dans laquelle nous recommanderons à nos lecteurs tous les ouvrages qui nous auront paru dignes d'être lus.

SOMMAIRE : Nos souhaits de nouvel an. — Jurisprudence actuelle sur les associations. — Le droit au travail et le droit à l'assistance chez les Romains. — Le Code pénal et les coalitions. — Documents officiels sur les associations. — Variétés, les ouvriers de Paris, le Tailleur. — Feuilleton, Histoire politique et philosophique des abeilles.

NOS SOUHAITS DE NOUVEL AN.

Aux hommes de peine, aux hommes de loisir, au Pouvoir.

Travailleurs, salariés, hommes de peine, qui portez sur vos épaules tout le poids des iniquités sociales, nous vous souhaitons l'esprit de clairvoyance, de discipline et d'union.

L'esprit de clairvoyance pour que vous profitiez de vos fautes, car les peuples ne s'instruisent qu'à l'école du malheur.

De grands devoirs vous sont imposés, à vous qui tenez en vos mains l'étendard de la liberté universelle. Vous avez fait assez de fois preuve de courage ; il vous faut aujourd'hui, par esprit de dévouement, faire preuve de sagesse. Vous êtes les aînés de tous les affranchis du globe, il faut que vos puînés apprennent à vos leçons comment la liberté s'acquiert et se conserve.

En juillet 1830, comme en février 1848, vous vous êtes levés pour un principe, et il s'est trouvé que vous n'aviez combattu que pour des hommes. Nous vous souhaitons l'esprit de clairvoyance pour que les sanglantes déceptions de 1830 et de 1848 ne se renouvellent plus ; pour que vous laissiez à vos mousquetaires, qui, pas plus que les canons qu'on pointe contre vous, ne peuvent résoudre les questions sociales ; pour que le peuple des travailleurs, répudiant enfin les moyens usés de la barricade et de l'émeute, prenne conscience de sa force et s'habitue à ne plus se lever que pour dire : *Je veux*.

Travailleurs, si les fruits de vos nombreuses victoires d'un demi-siècle sont si lents à mûrir pour vous et pour vos frères, c'est que l'éduca-

tion révolutionnaire d'un peuple ne se fait pas en deux heures, comme une révolution politique, et qu'il faut plus de temps pour détruire un préjugé que pour brûler un trône. Comprenez bien cela.

Nous savons tout ce que les exhortations à la patience et à la résignation ont d'amer et de cruel adressées à ceux de qui la vie entière n'est qu'une longue épreuve de souffrance ; mais nous ne vous exhortons pas moins à subir patiemment l'épreuve, parce que nous avons tous besoin de calme pour procéder à l'éducation révolutionnaire du peuple ; car toutes nos révolutions ont échoué faute d'un programme de réformes accepté et formulé d'avance.

A vous, les victimes de tant de calomnies, d'injures et de persécutions, nous avons encore le courage de prêcher l'esprit de miséricorde et l'oubli des injures ; car parmi les derniers renégats de la démocratie, il se trouve encore plus de peureux et d'ignorants que de traîtres. Pardonnez-leur, car ils ne savent ce qu'ils font.

Nous vous souhaitons l'esprit de discipline qui est la première condition du succès. Or, la guerre que le Travail conduit contre la faiméantise depuis le commencement des siècles, approche de sa fin, et voici venir l'heure où vont se porter les grands coups. Jamais, par conséquent, le peuple, c'est-à-dire la *majorité désarmée*, n'eut plus besoin de concentrer ses efforts et de discipliner ses forces, pour jeter bas l'absolutisme, la *minorité armée*, que la peur a rendu furieux.

Nous vous souhaitons l'esprit d'union et de concorde ; là doit être en effet le salut pour nous tous, puisque les éternels ennemis du droit, de la liberté, du travail ont toujours pris pour devise : *Déciser pour régner*.

Nous vous demandons de vous unir en une sainte pensée d'émancipation universelle, pour que, aux jours de l'élection et des manifestations populaires, vous n'ayez tous qu'un drapeau, qu'une âme et qu'une voix, et que toute velléité de réaction ou de résistance s'évanouisse devant le spectacle imposant de votre unanimité. « Quand vous serez trois ensemble, a dit le Sauveur du monde, je serai avec vous. »

Aux riches.

Nous souhaitons aux riches l'esprit de charité et de sagesse, pour qu'ils comprennent que tous les hommes sont égaux, à titre d'enfants du même Dieu, et qu'il n'y a pas égalité entre ceux qui ont le privilège de consommer sans produire et ceux qui ont le privilège de produire sans consommer ; entre le fils du pauvre qui paie seul l'impôt du sang, comme son père l'impôt du travail, et le fils du riche qui peut s'affranchir, moyennant finance, de la rude corvée du service militaire. Nous estimons qu'il n'y a pas égalité non plus entre la fille de l'artisan, que l'insuffisance de son salaire condamne fatalement à opter entre l'infamie et le suicide, et la fille du riche, à qui les écus de son père donnent droit de choisir et d'acheter parmi ses prétendants qui lui plaît. Nous disons que Dieu, qui a mis au cœur de toutes les femmes l'amour de la famille, n'a pu réserver à quelques-unes le privilège de la maternité.

Nous conjurons tous les heureux du jour qui ont une intelligence pour penser, une âme pour

sentir, de ne pas attendre, pour mettre fin au règne de l'iniquité, le jour du désespoir suprême et de la guerre sociale.

Nous souhaitons à la bourgeoisie l'esprit de gratitude pour qu'elle se rappelle que c'est avec le bras du peuple qu'elle a frappé au front la féodalité nobiliaire. Si la bourgeoisie règne et gouverne, c'est par la grâce du peuple ; nous rappelons à la bourgeoisie émancipée que le peuple attend encore le prix de ses services.

Hauts barons du coffre-fort qui avez substitué la féodalité des écus à celle des parchemins sans profit aucun pour le peuple, nous désirons que l'infortune de vos prédécesseurs vous serve. Ils refusaient de régler un vieux compte avec le peuple, sous prétexte de droits acquis et de légitimité ; le peuple indigné du refus et révolté de l'excuse, eut recours à la violence, chassa les nobles de leurs châteaux et de la France, les expropria et les expatria.

Hauts barons du capital, nous vous souhaitons l'esprit de prévoyance et d'humilité qui fit faute à la noblesse territoriale et militaire.

Au pouvoir.

La France est une nation qui veut être gouvernée par le cœur, parce qu'elle sent parfaitement que les grandes pensées viennent de là. C'est pour cela que les cœurs secs et les esprits étroits la disent ingouvernable.

La France est ambitieuse du bien et désireuse d'occuper la scène des grands événements ; elle souffre dans sa jalousie et dans son orgueil, de tout ce qui se fait de grand dans le monde en dehors d'elle.

Nous souhaitons au pouvoir l'intelligence de sa haute mission, l'esprit d'initiative. Que sa devise soit toujours celle du peuple : En avant ! Qu'il comprenne que la France, même au second rang des nations, est trop bas, et que l'autorité chez nous ne se légitime plus que par la gloire ou les services rendus à la cause des peuples. A ce compte, le pouvoir sera doux et facile à quiconque aura été appelé par le suffrage national à présider aux affaires de l'Etat.

La France n'est ni inconstante ni ingrate ; elle ne chasse de son sein, elle ne dégrade du pouvoir que les indignes qui la déshonorent ou l'enveniment.

Nous regrettons amèrement dans notre âme que la bonne pensée ne soit pas venue à l'Élu du 10 décembre d'inaugurer son entrée en fonctions et la première année de son pouvoir par la présentation de cette amnistie générale, qu'attendent avec tant d'impatience tous les cœurs généreux. Il est des actes qui doivent nécessairement porter bonheur ; et quand une occasion de popularité, comme celle-ci se présente, il n'est pas permis à un gouvernement intelligent de la laisser échapper.

A. TOUSSENEL.

Il n'y a de vraies révolutions que les révolutions d'idées. Tous les autres mouvements qui agitent les affaires humaines s'en suivent pour qui sait voir et comprendre.

Une révolution est un pas que fait l'esprit humain dans la recherche de la vérité. Condamner la révolution, c'est donc condamner la nature humaine, et avec elle Dieu qui l'a créée perfectible ;

combattre les révolutions, c'est donc combattre la nature des choses et les lois de la Providence dont elle est l'expression. Une pareille tentative serait immorale et impie si elle était comprise par ceux qui la font; mais elle est toujours impuissante. On n'empêche pas ce qui est fatal, et la marche du monde moral ne l'est pas moins que celle du monde physique.

(Th. JOUFFROY. — *De la Destinée humaine*).

LA JURISPRUDENCE ACTUELLE SUR LES ASSOCIATIONS.

Le Code civil pose les principes généraux qui régissent toute espèce de sociétés.

Le Code de commerce contient des dispositions particulières aux sociétés commerciales.

Le premier trace la règle; le second consacre les exceptions.

Nous allons exposer sommairement les principes du Code civil, puis nous traiterons des dispositions contenues dans le Code de commerce.

I

DU CONTRAT DE SOCIÉTÉ SELON LE CODE CIVIL.

1. — Parmi les divers contrats dont les jurisconsultes ont recueilli les principes et formulé les règles, le contrat de société est celui qui, par sa nature et son objet, semble se rapprocher le plus des lois générales sous l'empire desquelles marche et se développe l'humanité. *Le droit qui régit les associés*, disait, il y a deux mille ans, un légiste romain, *est en quelque sorte un droit de fraternité*.

Les jurisconsultes distinguent soigneusement la société de la communauté et de l'indivision. La communauté est un fait, un résultat souvent involontaire et fortuit. La société est un contrat né de la volonté de *mettre ou d'exploiter en commun quelque chose en vue d'en retirer un profit*.

On distingue deux espèces de sociétés : 1° *Sociétés universelles*; 2° *sociétés particulières*.

Les sociétés universelles se subdivisent elles-mêmes en deux sortes : 1° *Sociétés de tous biens présents*; 2° *Sociétés universelles de gains*.

La *société universelle de tous biens présents*, dont nous ne voyons plus guère d'exemples, mais qui fut au moyen-âge un instrument énergique d'affranchissement par l'association, comprend tous les biens meubles et immeubles possédés par les sociétaires au moment du contrat, ainsi que les profits qu'ils peuvent en tirer. Elle peut aussi, suivant les conventions, embrasser toute autre espèce de gains; mais les biens qui pourront plus tard advenir aux associés par succession, donation ou legs, n'y peuvent entrer que pour la jouissance.

La *société universelle de gains*, moins compréhensive que la société universelle de tous biens présents, embrasse : 1° tout ce que les sociétaires pourront acquérir par leur industrie durant la société; 2° tous les meubles qu'ils possèdent au temps du contrat, mais point les immeubles, qui n'entrent que pour la jouissance.

Les *sociétés particulières* sont celles qui ne s'appliquent qu'à la propriété, à l'usage, aux fruits de certaines choses déterminées, ou bien qui ont pour objet une entreprise spéciale, ou l'exercice d'une certaine industrie.

Toute société qui a pour objet de faire des actes de commerce, c'est-à-dire l'achat de certaines denrées pour les revendre, soit en nature, soit après les avoir travaillées et mi-

ses en œuvre, ou même pour en louer l'usage est une société particulière.

Soumises aux règles générales tracées par le titre 9 du livre III du Code civil, les sociétés commerciales sont de plus régies par les dispositions particulières du Code de commerce (liv. II, tit. 3).

Ces règles générales se rapportent à cinq points principaux :

- 1° Formation du contrat de société;
- 2° Nécessité et nature de l'apport social;
- 3° Répartition des pertes et des bénéfices;
- 4° Administration de la société;
- 5° Fin du contrat de société.

I. Suivant le principe fondamental du droit français, la société, comme tout contrat, se forme par le seul accord des volontés.

L'écriture qui, nous le verrons plus tard, est indispensable pour la constitution régulière des trois formes principales de sociétés commerciales, n'est donc point en principe essentielle à la validité du contrat, mais par application d'un autre principe introduit dans le XVII^e siècle, elle est requise pour la preuve toutes les fois que l'objet de la société est d'une valeur supérieure à 150 francs.

Dans tous les cas, il est prudent pour éviter les difficultés, de rédiger soit devant notaire, soit sous-seing privé, l'acte qui constate le contrat; et, dans ce dernier cas, de le rédiger en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct.

A moins d'une convention spéciale qui dispose autrement, la société commence à l'instant même où commencent les volontés dont l'accord la constitue et l'engendre.

Si la convention n'en fixe point la durée, et si elle n'a point pour objet une affaire dont l'accomplissement trace naturellement ses limites, toute société est censée contractée pour toute la vie des associés, chacun de ceux-ci gardant cependant en ce cas le droit d'y mettre fin, en notifiant sa volonté aux autres.

II. — Du principe que l'objet de toute société est la mise en commun ou l'exploitation d'une chose en vue d'en retirer un profit, découle pour tous les associés l'obligation d'un apport, soit d'un instrument de travail, soit de l'industrie même et du travail de chacun.

Chaque associé devient donc débiteur envers la société de tout ce qu'il a promis d'y apporter, et de là, si l'apport consiste en un corps certain, c'est-à-dire en une chose spécifiée et déterminée, l'obligation de garantir la société de l'éviction comme serait tenu de le faire un vendeur vis-à-vis de l'acheteur.

De là encore, si l'apport consiste en une somme d'argent, l'obligation d'en payer les intérêts à partir du jour où la somme devait être versée dans la caisse sociale.

De là, pour l'associé qui a promis l'apport de son industrie, l'obligation de faire compte à la société de tous les gains qu'il pourra faire par l'exercice de l'industrie qui fait l'objet de la société.

Il se peut que la jouissance seulement de certaines choses et non la propriété ait été mise en société. Si ces choses sont des corps certains et déterminés qui ne se consomment point par l'usage, elles demeurent aux risques de l'associé qui en garde la propriété; si au contraire ces choses se consomment, si elles se détériorent par la garde, si elles ont été destinées à être vendues, ou si elles ne

sont mises en société que sur inventaire estimatif, elles sont aux risques de la société, mais l'associé ne peut réclamer que le montant de l'estimation qui en aurait été faite.

III. Nul ne peut être associé aux bénéfices sans être associé aux pertes; mais rien ne défend de stipuler l'inégalité de parts soit dans les bénéfices, soit dans les pertes.

A défaut par la convention de fixer la part de perte et de bénéfice de chacun, cette part est déterminée par la proportion de la mise, mais par une exception où se trahit l'injuste prépondérance du capital, la part de celui des associés qui apporte pour toute mise son industrie, est réglée comme si cette mise égalait seulement celle de l'associé qui a le moins apporté.

IV. — Si l'acte social nomme un ou plusieurs administrateurs, ceux-ci ont le pouvoir de faire, même malgré l'opposition de tous les autres associés, tous les actes de leur administration. Le pouvoir ne peut être révoqué sans cause légitime, tant que dure la société; si, au contraire, il a été donné postérieurement à la formation de la société, il ne constitue plus qu'un simple mandat révocable à la volonté des mandants.

A défaut de stipulations spéciales sur le mode d'administration, on se conforme aux règles suivantes :

Les associés sont censés s'être donné réciproquement le pouvoir d'administrer l'un pour l'autre. Ce que chacun fait est valable même pour la part de ses co-associés, sans qu'il ait pris leur consentement, réserve faite à chacun de ceux-là du droit de s'opposer à l'opération avant qu'elle soit conclue.

Chaque associé peut se servir des choses appartenant à la société, pourvu qu'il les emploie à leur destination fixée par l'usage, et qu'il ne s'en serve point contre l'intérêt de la société, ou de manière à empêcher ses associés d'en user selon leur droit.

Chaque associé a le droit d'obliger ses co-associés à faire avec lui les dépenses nécessaires pour la conservation des biens de la société.

Aucun des associés ne peut, sans le consentement des autres, faire d'innovations sur les immeubles de la société.

En toute société autre que les sociétés de commerce, les associés ne sont point tenus solidairement des dettes sociales, mais chacun d'eux, quelle que soit d'ailleurs sa part dans la société, répond vis-à-vis du créancier de la société pour une part et pour une somme égales.

V. — Le contrat de la société prend fin :

1° Par l'expiration du temps pour lequel la société avait été formée;

2° Par l'extinction de la chose ou par l'accomplissement de la négociation qui en faisait l'objet;

3° Par la mort de l'un des associés, à moins qu'il n'ait été convenu que la société se continuerait avec les héritiers du défunt ou entre les associés survivants;

4° Par la mort civile, l'interdiction ou la déconfiture de l'un des associés;

5° Par la volonté que l'un ou plusieurs des associés exprimerait de ne plus être en société. Cette volonté ne pourrait cependant avoir d'effet, s'il s'agit d'une société à terme, qu'autant qu'elle s'appuie sur de justes motifs.

Dans notre prochain numéro, nous parlerons des contrats de société selon le Code de commerce.

LES SIÈCLES SE SUIVENT ET SE RESSEMBLENT.

« Le pauvre peuple travaille incessamment, ne pardonnant ni à son corps, ni quasi à son âme, c'est-à-dire à sa vie, pour nourrir l'universel du royaume ; il se rend quasi médiateur de la vie que Dieu nous donne, et de son travail il ne lui reste que la sueur et la misère. Ce qui lui demeure de plus présent s'emploie à l'acquit des tailles, de la gabelle et des aides. Si votre majesté n'y pourvoit, il est à craindre que le désespoir ne fasse connaître au pauvre peuple que le soldat n'est autre chose qu'un paysan portant les armes, que quand le vigneron aura pris l'arquebuse, d'enclume il ne devienne marteau. »

(Etats-Généraux de 1614. Remontrances de Miron, président du tiers-Etat).

COMMENTAIRES HISTORIQUES SUR LA CONSTITUTION.

I

LE DROIT AU TRAVAIL ET LE DROIT A L'ASSISTANCE CHEZ LES ROMAINS.

Dans les républiques de l'antiquité, tous les travaux de la production étaient accomplis par des esclaves. Les hommes libres jouissaient du droit d'oisiveté : ils s'adonnaient exclusivement aux beaux-arts ou à la politique. A Sparte, à Athènes, les citoyens pauvres étaient nourris et entretenus aux frais de l'Etat.

Alors, comme aujourd'hui, droits et devoirs étaient bien des termes corrélatifs, en ce sens que la jouissance des droits dépendait de l'accomplissement des devoirs ; mais tous les droits étaient réservés pour une classe privilégiée, tandis que tous les devoirs étaient accumulés sur une classe maudite. Les sociétés de l'ancien monde reposaient sur l'esclavage, comme le moyen âge sur le servage, comme les sociétés modernes reposent sur le salariat.

Quand le travail est l'attribution exclusive de la servitude et emporte la déchéance, les citoyens ne réclament point le droit au travail, car travailler, ce serait déroger, s'avilir, abdiquer sa qualité d'homme libre.

A Rome, cependant, il y avait une profession qui n'entraînait pas la déchéance, qui pouvait être exercée par les citoyens : c'était l'agriculture. Aussi, les prolétaires romains invoquèrent-ils plus d'une fois le droit au travail, le droit et le moyen de devenir cultivateurs pour gagner honorablement leur vie. Et, comme ils n'étaient pas assez riches pour acheter le sol, comme les grands propriétaires n'employaient que des esclaves, ils demandèrent à devenir fermiers des terres publiques. Toutes ces lois agraires, dont on a tant parlé, avaient pour objet de garantir au peuple le droit au travail, le droit au seul instrument qui pût être mis à sa disposition, le droit au loyer du domaine inaliénable de la République.

Mais les patriciens, grands capitalistes, grands usuriers, grand propriétaires d'esclaves, voulurent réserver pour eux-mêmes tous les bénéfices de l'exploitation servile, de l'exploitation du domaine national au moyen du travail d'autrui et de leurs capitaux vivants. Forcés par les insurrections populaires de consacrer le principe du droit au travail, ils en ajournèrent la réalisation à la paix, tout en ayant soin d'entretenir des guer-

res incessantes ; puis ils offrirent au peuple, en attendant, la dégradante sportule, le joug de la clientèle, l'insolence du patronat, l'humiliation de l'aumône.

La constitution de la République décrétait que les terres conquises seraient réunies au domaine national ; la loi des douze tables décrétait le domaine (*ager publicus*) à jamais inaliénable. Toutes les lois agraires avaient pour objet de limiter l'avidité des patriciens, de défendre, par exemple, qu'un même citoyen pût affermer plus de 500 arpens de terres publiques, de préciser le nombre des têtes de bétail gros et menu qu'il y pourrait faire paître, etc. Et tout cela pour laisser aux citoyens pauvres la chance et la faculté de devenir fermiers et de cultiver pour leur propre compte... Jamais ces lois, toujours violées par le sénat, ne purent être ramenées à exécution ; jamais le peuple, malgré les déclarations les plus solennelles, malgré les efforts des tribuns et des consuls, ne put obtenir justice, ne put obtenir le droit et le moyen de vivre en travaillant, de s'affranchir du patronat et de la misère.

Les patriciens firent mieux encore. Ils s'approprièrent frauduleusement les terres inaliénables, convertirent en droit de propriété à leur profit la simple possession qu'ils tenaient moyennant redevance, et cessèrent de payer au trésor public le loyer ou fermage. Par usurpation ils devinrent propriétaires de fait ; et le peuple, pour vivre, fut réduit à s'enrôler au service de cette aristocratie, à se faire soldat, à ravager le monde et à dépouiller les vaincus, jusqu'à ce qu'il se décidât enfin à tourner directement ses armes contre les patriciens.

On sait ce qui arriva. Le peuple n'ayant pu obtenir l'exécution des lois, la sanction du droit au travail, démoralisé d'ailleurs par la vie des camps, réclama impérieusement le droit au repos, le droit d'oisiveté. Il voua une guerre d'extermination au patriciat et à tous les privilèges ; il suscita les guerres sociales, combattit avec Marius et avec César contre Sylla et contre Pompée, renversa la république aristocratique, puis inaugura la dictature impériale pour avoir au moins l'égalité sous un maître, l'égalité pour tous, l'égalité du joug et de la tyrannie, pour conquérir, en outre, le droit de vivre sans rien faire, à la façon des patriciens.

Désormais, il ne demandera plus à travailler et à payer un fermage ; mais il lui faudra du pain et des spectacles sans conditions. Le droit au travail dégénérera en droit à l'assistance sous la domination populaire des empereurs, et l'aristocratie en paiera tous les frais. Les patriciens seront pros crits, déçus de toutes les dignités, soumis à la confiscation ou à des contributions extraordinaires, dépouillés de leurs trésors et de tous leurs privilèges. Quant au peuple, il perdra toute dignité, toute pudeur et toute vertu, même le courage du travail et des combats ; il deviendra fainéant et dépravé, mettra le pouvoir et la liberté à l'encan, s'enivrera de sang aux arènes, sera bientôt blasé sur les combats de bêtes ou de gladiateurs, enfin exigera chaque jour pour passe-temps des hétécombres de victimes humaines. A ce peuple de désœuvrés il faudra les émotions du cirque.

Ah ! les Barbares peuvent accourir ! Il est temps de mettre fin à ces sanglantes orgies et de venger l'humanité !

Les patriciens de Rome ont cruellement expié le refus du droit au travail.

Si le sénat, sous la république, avait voulu permettre aux citoyens pauvres de s'enrichir par le travail, la république n'aurait pas péri dans le sang des guerres civiles ; les patriciens auraient conservé le pouvoir, la liberté, leurs biens, leurs privilèges ; les Romains ne seraient pas devenus les ravageurs et les fléaux du monde ; l'empire n'aurait pas été envahi par les Barbares. Le peuple aurait défendu ses droits, son indépendance, ses champs, sa patrie, maintenu la forme républicaine ; les *latifundia* n'auraient pas dépeuplé le pays et créé d'immenses solitudes ; Rome n'aurait pas été réduite à confier à des étrangers la garde des frontières, à des esclaves la défense des palais et des trésors du patriciat.

Mais un peuple condamné à la misère n'a point de patrie, ne se fait point tuer à la porte de ses oppresseurs et sur le seuil des usuriers. Rome a péri par où elle avait péché, par les excès de l'usure, par les abus de la propriété et de l'esclavage. Et quand les hommes du Nord sont venus dans la capitale même de l'empire, demander justice pour toutes les exactions, pour tous les crimes de lèse-humanité, pour toutes les infamies de la civilisation romaine, ils ont été accueillis par les pauvres et par les esclaves comme des libérateurs, et ils ont pu, tout à leur aise, régler les comptes de leurs aïeux immolés dans les arènes, et assouvir leur vengeance !

C'était la justice de Dieu ! Et Salvien, évêque de Marseille, a pu dire : Les Barbares valaient mieux que nous !

FRANÇOIS VIDAL.

LE CODE PÉNAL.—LES COALITIONS.

Les articles 414, 415 et 416 du Code pénal sont ainsi conçus :

« 414. Toute coalition entre ceux qui font travailler des ouvriers, tendant à forcer injustement et abusivement l'abaissement des salaires, suivie d'une tentative ou d'un commencement d'exécution, sera punie d'un emprisonnement de six jours à un mois, et d'une amende de 200 fr. à 300 fr.

« 415. Toute coalition de la part des ouvriers pour faire cesser en même temps de travailler, interdire le travail dans un atelier, empêcher de s'y rendre et d'y rester avant ou après de certaines heures, et en général pour suspendre, empêcher, encherir les travaux, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution, sera punie d'un emprisonnement d'un mois au moins et de trois mois au plus. Les chefs ou moteurs seront punis d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans.

« 416. Seront aussi punis de la peine portée par l'article précédent et d'après les mêmes distinctions, les ouvriers qui auront prononcé des amendes, des défenses, des interdictions ou toutes proscriptions sous le nom de *damnations* et sous quelque qualification que ce puisse être, soit contre les directeurs d'ateliers et entrepreneurs d'ouvrages, soit les uns contre les autres. Dans le cas du présent article et dans celui du précédent, les chefs ou moteurs du délit pourront, après l'expiration de leur peine, être mis sous la surveillance de la haute police, pendant deux ans au moins et cinq ans au plus. »

Voilà l'égalité devant la loi ! Et cependant, depuis 1810, époque de la promulgation du Code pénal, nous avons eu la charte de 1814, la charte de 1830, la Constitution de 1848, qui, toutes, constatent hautement l'égalité devant la loi de tous les citoyens.

Six jours de prison pour les patrons, un mois ou trois mois pour les ouvriers ; deux ou cinq ans pour les meneurs, avec la surveillance de la haute police pendant deux ans ou cinq ans !

Les patrons, il est vrai, sont soumis à l'amende ; mais que leur importe, s'ils ont encore profit à violer la loi, comme les Messageries, qui

ont bénéfice à payer des amendes pour surcroît de bagages?

M. Morin avait compris que la législation de 1810 ne pouvait subsister plus longtemps, et il avait déposé une proposition qui, modifiée par le comité de législation, a été ainsi rédigée :

Modification des art. 414, 415 et 416 du Code pénal :

« Art. 414. Seront punis d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 100 fr. à 1,000 fr. ceux qui auront opéré ou tenté d'opérer la hausse ou la baisse des salaires, soit par des menaces, des violences ou autres voies d'intimidations collectives ou individuelles, soit de la part des ouvriers en abandonnant les ateliers, ou de la part de ceux qui les emploient, en les renvoyant sans se conformer respectivement aux délais d'avertissement et de congé ou autres mesures prescrites par les réglemens en usage.

« 415. Seront punis des mêmes peines ceux qui, par l'un des moyens indiqués dans l'article précédent, auraient porté ou tenté de porter atteinte à la liberté des conventions concernant les autres conditions du travail, ou en auraient causé le ralentissement ou la suspension dans les ateliers.

« 416. Dans les cas prévus par les art. 413 et 414, les peines pourront être portées au double contre les chefs ou moteurs. »

C'était décréter l'égalité devant la répression pour les patrons et pour les ouvriers, égalité illusoire sans doute, mais du moins nominale.

Le comité du travail, de son côté, proposait la suppression pure et simple des trois articles du Code pénal. C'était décréter la liberté pour tous, la liberté négative des économistes libéraux, mais en somme une liberté bien préférable à l'égalité trompeuse de la répression.

M. Léon Faucher, qui est partisan de la liberté négative comme économiste, est venu combattre comme ministre les théories qu'il a toujours défendues comme écrivain. Il a demandé le maintien pur et simple de la législation existante, en attendant mieux.

Nous dirons à M. Faucher, économiste de l'école anglaise, que les Anglais ont depuis longtemps mis en pratique leurs doctrines économiques, et que, dans la Grande-Bretagne, les patrons comme les ouvriers peuvent se coaliser impunément.

Quand on pose en principe la liberté négative, la liberté du désordre, il faut au moins être logique et ne pas reculer devant l'application.

L'Assemblée a compris que la question valait la peine d'être examinée de nouveau, et elle a renvoyé la proposition à l'étude d'une commission spéciale.

Nous reviendrons sur ce grave sujet dans notre prochain numéro.

DES ASSOCIATIONS.

Les trois millions votés par l'Assemblée. — Application du décret. — Documents officiels.

Sur la proposition de M. Alcan, l'Assemblée nationale a voté, le 5 juillet 1848, une somme de 3 millions destinée à encourager les associations entre ouvriers et entre ouvriers et patrons.

La majorité des représentants, nous en sommes convaincus, a voulu sincèrement favoriser une expérimentation sérieuse des doctrines nouvelles; mais la minorité a regardé ces trois millions comme un dernier sacrifice à la révolution, comme un moyen de se débarrasser du socialisme à tout jamais, en lui jetant un dernier os à ronger. Cette minorité n'a point osé alors attaquer la proposition qu'elle combattait vigoureusement aujourd'hui, mais elle a toujours espéré que les associations ne réussiraient pas. Si les trois millions devaient être perdus, elle ne les regretterait point; s'ils devaient servir, au contraire, à prouver la puissance du principe d'association, elle ne se consolait jamais de les avoir votés.

Un conseil nommé par le ministre du commerce a été chargé de répartir les fonds et d'en surveiller l'emploi. Ce conseil était d'abord

composé de MM. Corbon, vice-président, Peupin, Acan, Leblond, représentants, Buron, de Pouilly, Guiraudet, Fouché-Lepelletier, Paillotet, Cerclet, Richard, maire du 8^e arrondissement, Danguy, Ott, Richard (Jacques), prote d'imprimerie, Souvraz, et Chabanel, chef de bureau au ministère de l'agriculture, secrétaire.

M. Delambre, chef de la division des manufactures, assiste aux délibérations du conseil.

Le ministre du commerce a la présidence.

Ce conseil avait constitué un comité permanent chargé de l'instruction préparatoire de toutes les demandes. Il était composé de MM. Depouilly, Cerclet, Danguy, Ott et Fouché-Lepelletier.

MM. Buron, et Richard, maire du 8^e arrondissement, se sont retirés les premiers.

M. Souvraz a donné sa démission pour soumettre en son nom une demande au conseil.

Enfin, MM. Corbon, Danguy et Ott ont donné une démission collective.

Les nouveaux membres nommés sont MM. Margerie, avocat; Cavailler, auditeur au conseil d'Etat; Regnard, représentant du peuple, et Feuguey.

Sur ces 3 millions, 1,679 mille francs avaient été distribués au 25 octobre 1849; 120 mille ont été distribués depuis cette époque jusqu'au 1^{er} janvier; 1,201 mille francs restent disponibles.

Les 1,799 mille francs dépensés ont été divisés entre trente-deux associations; savoir :

PARIS.

Prève et Co, typographes,	12,000
Colin et Co, fondeurs de métaux,	6,000
Mauny jeune et Co, potiers de terre,	15,000
Perrenaud et Co, horlogers,	5,000
Guyot, Adam et Co, décor. sur porcelaine,	6,000
Esselle et Co, peintres en bâtiment,	8,000
Mansonnier et Co, fabricans de registres,	20,000
Queru et Co, dessin. pour imp. sur étoff.,	10,000
Wursthorn et Co, tailleurs de limes,	10,000
Desoye, Valéry et Co, typographes,	35,000
Goreska, Debruyes et Co, lingères,	10,000
Portier et Co, fabr. d'instr. de chirurgie,	22,000
Petit et Co, teinturiers en soie,	10,000
Drien et Co, ébénistes,	75,000
Durand et Co, fabr. de draps de tricot,	30,000
Cabanis et Co, mécaniciens,	20,000
Bonfils, Mich. Souvras et Co, f. de châles,	200,000
Janet et Blumenthal, relieurs,	6,000
Remquet et Co, typographes,	90,000

Total : 590,000

Deroy, Guénard et Co, brocheurs-satineurs, ont refusé la somme de 6 mille francs qui leur avait été allouée.

DÉPARTEMENTS.

Brothier (Léon) et Co, maîtres de forges, à Arcachon (Gironde),	120,000
Noyon et Co, tisseurs de coutil, à Gravi-gny (Eure),	8,000
Sentis père et fils et Co, filateurs de laine cardée, à Rheims (Marne),	250,000
Marre, Sourd et Co, verriers, à Aniche (Nord),	50,000
Vaussard et Co, filateurs de coton, à Bondeville (Seine-Inférieure),	250,000
Giraudon et Co, constructeurs de bâtimens, à Bourges (Cher),	12,000
Métreau et Co, typographes, à Bordeaux (Gironde),	18,000
Lelong et Co, fabricants de noir animal, à Sotteville (Seine-Inférieure),	50,000
Vedrine et Co, fabricants de verres à vitre, à Notre-Dame-du-Port (H.-Loire),	45,000
Méline Nageotte et Co, peintres plafonneurs, à Troyes (Aube),	5,000
Félix Martin et Co, soieries de Lyon, à Lyon (Rhône),	200,000
Ray et Riton et Co, veloutiers, à Lyon (Rhône),	200,000
Pierre Leroux et Co, typographes, à Creil,	20,000

Total : 1,209,000
590,000

Total général : 1,799,000

Les associations de Paris, à l'exception d'une seule, sont formées entre ouvriers.

Sur les associations des départemens, trois

sont formées entre ouvriers et patrons: Sentis et Co, Vaussard et Co, Lelong et Co; une, Brothier et Co, entre un ingénieur et des ouvriers.

DOCUMENTS OFFICIELS.

Nous publions sans commentaires les documents qui ont été communiqués à la commission. Le rapport a été fait à la date du 25 octobre.

Aussitôt que nous aurons des pièces nouvelles, nous nous empresserons de les communiquer à nos lecteurs.

Depuis ce rapport, deux sociétés nouvelles ont obtenu des allocations; c'est, pour Paris, la société Remquet, et pour les départemens, la société Pierre Leroux. Nous avons eu soin d'en faire mention dans l'article qui précède.

Au 15 octobre 1848, 392 dossiers étaient parvenus à la connaissance du comité. Ils se rapportent à 82 branches différentes d'industrie.

Ces industries se divisent en deux catégories :

1^o Les industries pour chacune desquelles il n'y a qu'une demande.

2^o Celles pour chacune desquelles il y a plusieurs demandes.

Dans la première figurent les industries suivantes, au nombre de 27 :

Amidon, asphalte, arçons, apprêts d'étoffes, balances, boulons, bouchons, bonnets, couverts, carton, cordages, chandeliers, clous, chaux hydrauliques, engrais, équipements militaires, fonderie de caractères, gants, gravure, jouets d'enfants, mottes à brûler, outils, parquets, tulle, sculpture, voitures, vidanges.

Dans la deuxième catégorie figurent 55 branches, dont suit la nomenclature :

Demandes.	Demandes.
Bâtimens,	22
Impr. typographiq.,	19
Mécaniciens,	18
Tissus,	16
Filature de coton,	14
Lingerie,	13
Agriculture,	12
Tailleurs d'habits,	10
Cordonniers,	10
Filatures de laine,	8
Fonderies,	8
Menuisiers,	8
Produits aliment.,	8
Peintres en bâtim.,	7
Porcelainiers,	7
Produits chimiques,	7
Fer ouvré,	7
Ebénisterie,	7
Bronzes,	6
Bijouterie,	6
Lithographes,	6
Fab. d'inst. et outils,	6
Imprim. sur étoffes,	5
Dessin. pour étoffes,	5
Mines et carrières,	5
Travaux publics,	5
Teinturerie,	5
Objets de toilette,	4
Tanneries,	4
Papeteries,	4
Poterie,	4
Librairie,	4
Instr. de musique,	4
Filature de lin,	4
Chapellerie,	4
Boulangerie,	4
Briqueterie,	4
Travail du bois,	4
Meuneries,	3
Filature desoie,	3
Horlogerie,	3
Fabriques de papiers,	3
Passementiers,	3
Serrurerie,	3
Verrerie,	3
Acierie,	3
Boneterie,	2
Fleuristes,	2
Limes,	2
Bougies,	2
Marbrerie,	2
Plomberie,	2
Aiguilles,	2

Il faut y ajouter trois demandes relatives à des entreprises purement commerciales, et onze communications contenant des exposés de principes et des vues pratiques sur l'application du décret du 5 juillet.

Au 25 octobre, la commission avait rendu des décisions sur 151 demandes.

132 ont été rejetées.

Les 19 allocations ont porté sur les industries suivantes :

2 Imprimeries typographiques,	39,000
1 Filature de coton,	250,000
1 Lingerie,	10,000
1 Filature de laine,	250,000
1 Fonderie de fer,	6,000
1 Haut fourneau,	120,000
1 Peintres en bâtiment,	8,000
1 Ebénistes,	75,000
1 Dessinateurs pour étoffes,	10,000
1 Teinturerie,	10,000
1 Coutellerie,	22,000
1 Papeterie,	20,000
1 Poterie,	15,000
1 Horlogerie,	5,000
1 Verrerie,	50,000
1 Fabrique de limes,	10,000
1 Fabrique de tissus,	8,000
1 Brochage,	6,000

Total : 944,000

On peut voir, par cette nomenclature, que douze de ces dix-neuf allocations se rapportent à des branches d'industrie pour lesquelles les demandes sont nombreuses; savoir :

La typographie, la lingerie, les filatures de laine et de coton, la fonderie, la peinture en bâtiment, la teinturerie, la poterie de terre, le dessin pour étoffes, la fabrique de limes.

La fabrique de limes est la seule pour laquelle il n'y eut que deux demandes.

Enfin, la commission se trouvait saisie, au 25 octobre, de quatre avis d'allocation pour construction de bâtiment, fabrique de porcelaine, mécaniciens et fabrique de draps, qui appartenaient encore à la catégorie des demandes les plus nombreuses.

Il faut ajouter que presque tous les avis d'allocation ont été accompagnés de propositions de rejet pour des demandes de même industrie qui existaient alors dans les cartons du comité.

Ainsi, en même temps qu'on a proposé d'accorder des crédits à une imprimerie, à deux filatures, à une fabrique de poterie, une fonderie de fer, une lingerie, une fabrique de porcelaines, à des dessinateurs sur étoffes, on a soumis des avis de rejet sur des demandes de même catégorie qui étaient arrivées au même degré d'instruction.

L'ensemble des demandes se distribue entre les départements de la manière suivante :

Seine,	250	Report	363
Seine-Inférieure,	13	Orne,	1
Nord,	9	Marne,	1
Eure,	9	Charente,	1
Rhône,	8	Yonne,	1
Gironde,	7	Vienne,	1
Non désignés,	6	Saône,	1
Seine-et-Oise,	5	Isère,	1
Aisne,	4	Gard,	1
Haute-Garonne,	4	Haute-Loire,	1
Oise,	4	Côte-d'Or,	1
Ardennes,	4	Aveyron,	1
Seine-et-Marne,	4	Nièvre,	1
Bouches-du-Rhône,	4	Lot-et-Garonne,	1
Côtes-du-Nord,	3	Basses-Alpes,	1
Somme,	3	Bas-Rhin,	1
Indre-et-Loire,	3	Creuse,	1
Vosges,	3	Landes,	1
Allier,	3	Cher,	1
Saône-et-Loire,	2	Haute-Saône,	1
Moselle,	2	Corse,	1
Haute-Vienne,	2	Meurthe,	1
Pas-de-Calais,	2	Aube,	1
Loire,	2	Doubs,	1
Loir-et-Cher,	2	Ain,	1
Ardèche,	2	Sarthe,	1
Haut-Rhin,	2	Haute-Marne,	1
Puy-de-Dôme,	1	Alger,	1
363	Total général:	390	

55 départements ont demandé une part au crédit.

28 n'ont point envoyé de demandes.

Sur les allocations faites, quatorze concernent le département de la Seine pour une somme de 236,000 fr. et pour environ 200 ouvriers. Les cinq autres ont été accordées aux départements de la Gironde, de la Marne, de la Seine-Inférieure, du Nord et de l'Eure pour une somme totale de 678,000 fr. pour environ 1,100 ouvriers.

En voici le détail :

Gironde,	120,000 fr.	150 ouvriers.
Marne,	250,000	280 —
Seine-Inférieure,	250,000	600 —
Nord,	500,000	50 —
Eure,	8,000	10 —

Les rejets ont porté sur 132 demandes appartenant aux industries suivantes :

Agriculture,	6	Objet de toil. et luxe,	21
Produits aliment.,	10	Industries diverses,	8
Bâtiments,	17	Mines,	1
Imprimer. et librai.,	10	Industries commerc.,	3
Fer et cuivre,	16	Communications,	4
Filatures et tissus,	20		

Les motifs principaux des objets ont été :

Exploitation de brevets récemment accordés, industrie commerciale, industrie complexe, association entre patrons seulement, association exclusive et illimitée, entreprises ne portant pas le caractère de véritable association ouvrière, tendant au monopole, à la corporation, établissement à créer, défaut de chances de succès et de durée.

En ce qui concerne le chiffre des sommes demandées, les 302 demandes adressées à M. le ministre du commerce se divisent en deux classes.

Dans la première, au nombre de 280, les sommes demandées s'élèvent à 18 millions.

Dans la deuxième, au nombre de 99, les sommes sont indéterminées; en les rapprochant des premières au point de vue seul des localités, soit des genres d'industrie, soit des formes d'association, on arrive à évaluer par approximative le chiffre des crédits demandés à 7 millions, total 25,000,000. Soit 65,000 fr. par demande.

Le nombre des associations entre ouvriers est de	80
Entre patrons et ouvriers	190
Sans désignation	122
	392

Enfin, le chiffre total des ouvriers qui demandent à être associés s'élève approximativement à 80,000; mais une seule entreprise, celle d'une association de cordonniers, comprenait 30,000 personnes; ils demandent 500,000 fr.

Déduction faite de cette demande, il reste 50,000 ouvriers se présentant pour former des associations avec ou sans patrons, ce qui donne une dépense moyenne de 500 fr. par personne à associer.

Il vient de se former une association pour la propagande socialiste, qui a son siège rue Coquilhière, 15.

Nous publierons ses statuts dans notre prochain numéro.

VARIETES.

LES OUVRIERS DE PARIS.

LE TAILLEUR.—L'atelier

Avez-vous rencontré quelquefois, vers neuf heures du matin, un homme remarquable par l'excentricité de son habit et la hardiesse de sa démarche? Cet homme dont le visage fatigué indique plus d'années qu'il n'en a réellement, est un *tailleur* allant commencer sa journée. S'il la commence aussi tard, c'est qu'il a souvent passé au travail une partie de la nuit, et que, de plus, il a une extrême répugnance pour sa profession.

Le *tailleur*, sentant combien le travail est peu récompensé, est presque honteux d'exercer son métier. Si par sa toilette, il peut faire croire qu'il est employé dans une administration, son orgueil est satisfait. Cette répugnance se comprend lorsque en entrant dans un atelier on voit une vingtaine d'hommes serrés les uns contre les autres, les jambes croisées et la poitrine courbée sur un établi toujours trop étroit. Lorsqu'on voit ces hommes tirer l'aiguille avec une régularité approchant de celle d'une machine, on se sent pénétré d'une profonde tristesse, car on songe alors aux terribles maladies dont leur profession est l'unique cause.

L'atelier est composé d'ouvriers qui ont leur spécialité et leur caractère distincts. Celui qui taille le drap se nomme *coupeur*; il a le privilège, excessif dans cet état, d'être occupé toute l'année et d'avoir une besogne moins fatigante. Il est mieux rétribué que ses camarades; mais il faut dire aussi qu'on exige de lui de l'adresse et une grande économie pour la distribution du drap qu'on lui confie; il doit, en un mot, être l'artiste du métier.

Le *coupeur* ayant des appointements fixes, cette fonction est extrêmement recherchée. Son salaire ne dépasse cependant pas 1,200 fr. par année.

Après le *coupeur* vient le *coureur*, qui justifie parfaitement son titre. Il travaille fort peu à l'établi, et va tantôt chez la *giletière*, tantôt chez l'*apiéceur* pour qu'on exécute les commandes; il brosse les habits et tient lieu d'homme de peine. Pour remplir cet emploi, il faut être robuste et excellent marcheur. Le *coureur* est ou un mauvais ouvrier ne pouvant gagner assez avec son aiguille, ou bien un homme prêt à s'établir et voulant apprendre ce qu'il est nécessaire de savoir pour devenir *patron*. Il est payé à la semaine ou au mois et gagne de 2 fr. à 2 fr. 50 c. par jour.

Le troisième individu qui, dans la *bonne saison*, se trouve aussi régulièrement occupé que ceux dont nous venons de parler, se nomme *pompier*. Nous ne saurions dire pourquoi on l'appelle ainsi.

A propos de ce mot et de beaucoup d'autres qui se rencontrent dans ces Etudes, nous n'avons pu rien obtenir de satisfaisant quant à l'étymologie.

Le *pompier* est celui qui coud le drap sortant des mains du *coupeur*; il est de plus employé pour tout ce qui se présente.

Le *pompier*, travaillant à la journée, n'est pas aimé de ses camarades, qui mettent l'indépendance au-dessus de tous les avantages matériels. Au moindre semblant de gêne ou de contrainte ils s'irritent et brisent ce qui en est la cause. On ne saurait imaginer combien sont fréquentes et promptes les séparations des *tailleurs* avec leurs *grêles*, patrons, ce qui ne les empêche pas du reste de rentrer dans les ateliers qu'ils ont quittés. Etant sous la surveillance immédiate de celui qui les paie, ne pouvant ni chanter, ni se mêler à la conversation, le *pompier* est peu estimé des ouvriers *aux pièces*. Il vient de très bonne heure, s'en retourne fort tard et travaille d'ordinaire quatorze ou quinze heures par jour. C'est, en un mot, le paria de l'atelier; les quolibets pleuvent sur lui, et il est souvent apostrophé par l'épithète de *chien du grêle*. Ceux qui l'appellent ainsi ne pensent pas que la vieillesse les atteindra, et que leur vue s'éteignant, ils seront un jour très contents d'obtenir une *bonne pompe*. On ne pardonne au *pompier* que lorsqu'à ce titre il joint celui de *philistin*. Les *philistins* sont les plus gais de tous les ouvriers tailleurs. Ce sont eux qui entraînent les jeunes gens dans des parties de plaisir où ces derniers perdent quelquefois leur dignité morale. La souffrance physique de ceux qui n'ont que leur salaire pour vivre est poignante; mais la perte des sentiments moraux est plus douloureuse encore. La responsabilité doit en retomber sur les hommes qui dirigent la société; car l'éducation du pauvre est si incomplète qu'on ne sait pas tout ce qu'il faut d'honnêteté pour résister au souffle empesté de la misère.

Pour compléter ce tableau de l'atelier, il est nécessaire de parler du *ratier* et de l'*hirondeau*.

Le *ratier* est celui qui, pour augmenter son salaire, emporte de l'ouvrage après la journée. Pauvre *ratier*! on lui fait chèrement payer les quelques sous qu'il gagne en plus, et il doit être doué d'une patience angélique pour ne pas se fâcher à chaque instant. Il s'en console en voyant qu'au bout de la quinzaine sa paie dépasse de beaucoup celle de ses ennemis.

L'*hirondeau* est celui qui change fréquemment de maison, attendu qu'il ne pourrait, sans danger pour sa santé, rester plus d'un mois dans la même.

En hiver, les ateliers présentent à la veille un aspect très animé. Le travail des *tailleurs* s'opérant d'une façon régulière et sans bruit, ils peuvent causer et chanter. Si les événements politiques ont de la gravité, ils entament des discussions, et à ce sujet nous dirons qu'il est peu de corporations aussi avancées que la leur. Depuis 1830, ils ont puissamment contribué à la propagation des idées sociales, et l'on peut voir que dans tous les procès politiques le nombre des ouvriers tailleurs qui y étaient impliqués l'emporte sur celui des travailleurs des autres corps d'états. Après février, ils ont été les premiers à réaliser l'association, et leur dévouement sera l'une des plus belles pages de l'histoire de la révolution de 1848.

L'association de Clichy sera, au reste, l'objet d'un travail spécial qui paraîtra dans l'un de nos prochains numéros.

Nous allons parler maintenant de l'*essayage*. Voici en quoi il consiste : Un ouvrier a une *pièce en main*; dès qu'elle est terminée, il la rend au patron qui va l'essayer à la pratique, et la rapporte à celui qui l'a faite lorsqu'elle ne va pas bien. L'ouvrier reste donc inoccupé jus-

qu'au retour du patron sans pouvoir même disposer de son temps, puisque cette pièce peut revenir d'un instant à l'autre et qu'il faudra la *poignarder* de suite.

Si le maître a diverses courses à faire ou ne part pas immédiatement, l'ouvrier peut rester deux ou trois heures à l'attendre, et cette perte réelle n'est nullement compensée et réduit d'un tiers le prix de la journée. Un habit qui, il y a vingt ans, était payé 20 et 25 francs, sans *essayage*, n'est payé maintenant que 18 francs. Un ouvrier habile ne peut guère arriver à faire plus d'un habit par semaine, et les mortessaisons durant au moins cinq mois, leur salaire devient insuffisant.

Aussi est-on injuste en reprochant amèrement aux *tailleurs* de contracter des dettes. Si l'on tenait compte de ce long chômage, on serait forcé de convenir qu'ils ne sont pas aussi coupables qu'ils le paraissent.

Marseille est la seule ville où, en 1833, les ouvriers aient tenté de s'affranchir de l'*essayage*; mais ils n'ont pu y parvenir. Leurs diverses coalitions, et principalement celle de 1840, n'ont pas eu de meilleurs résultats. Loin de là, elles leur ont été funestes.

En 1840, les *maîtres tailleurs* voulurent contraindre leurs ouvriers à avoir un livret; ceux-ci s'y refusèrent et préférèrent désertir les ateliers. Ils mirent leurs ressources en commun et luttèrent pendant quelque temps. Ils établirent des cuisines dans plusieurs quartiers, où chaque *tailleur* venait manger, en donnant pour paiement une carte délivrée par le Comité central. Malgré l'admirable courage qu'ils déployèrent, l'argent venant à leur manquer, ils furent forcés de céder. La plupart ne rentrèrent pas dans les ateliers et l'emportèrent quant au *livret*; mais ayant tout sacrifié pour la coalition, ils eurent besoin de travailler et reprirent du travail à façon à de mauvaises conditions. Ils se transformèrent en *apieceurs*. Les chefs de ce mouvement de résistance furent très sévèrement condamnés par les tribunaux.

Nous ne pourrions, en parlant de la coalition de 1840, passer sous silence le nom de Troncin, mort au mois de janvier 1846 d'une maladie de poitrine, après avoir subi un emprisonnement de cinq années. Il est mort dix-huit jours après sa sortie de prison, laissant une veuve et plusieurs enfants auxquels les *tailleurs* font une rente. Un grand nombre d'ouvriers des autres corporations se sont associés à cette œuvre, réparant, autant qu'il était en leur pouvoir, ce que nos institutions sociales n'auraient pas dû permettre.

II.

L'APIECEUR.

L'*apieceur* travaille en chambre pour le compte d'un seul patron. Il est ordinairement marié et, d'habitude, c'est un ancien maître qui a fait de mauvaises affaires. Quand vient la bonne saison, il est constamment obsédé par celui qui l'occupe. On lui apporte au milieu de la journée un patalon ou une redingote qu'il faut pour le lendemain à tout prix.

La femme de l'*apieceur* partage ordinairement le travail de son mari; elle ne peut dérober à son travail quelques instants pour la propreté du ménage; elle ne peut donner à ses enfants les soins qui leur sont indispensables. Que de soucis, que de larmes pour que cette maudite commande soit livrée à l'heure indiquée! Quelle mauvaise nourriture achetée cher chez le *charentier* ou à la *gargote*! La femme de l'*apieceur* est froissée dans ce qu'elle a de plus intime; car à peine ouvre-t-elle les yeux qu'elle doit se mettre à l'ouvrage. Que de regrets d'avoir pris un mari qui n'est plus qu'un tyran! Pauvre femme! ce n'est pas lui qui est coupable, c'est la *misère*!... Si encore il y avait une compensation matérielle pour tant de souffrances! Mais non; l'*apieceur* ne gagne que 7 à 800 fr. par an.

En passant devant ces grands magasins dont l'étalage est une annonce permanente, on se demande comment il se peut que les marchandises y soient à aussi bon marché.

On ignore que Paris renferme plusieurs milliers d'hommes et de femmes qui travaillent uniquement pour les *confectionnaires* de tous les pays. On ignore également que ces ouvriers reçoivent un salaire qui semblerait impossible, dans un pays qui s'enorgueillit de sa civilisation.

Ce n'est que par un travail pour ainsi dire perpétuel que ceux qui sont occupés par les *confectionnaires* peuvent gagner de quoi se nourrir. Les dimanches, les fêtes n'existent pour eux que de nom; ils ne s'arrêtent que pour prendre quelques heures de repos. La *nécessité*, semblable à la voix qui dit à Ahsvéus: *Marche! marche!* leur dit à eux: *Travaillez! travaillez!* toujours... jusqu'à la tombe...

Le seul avantage qu'ils aient est de ne point supporter d'*essayage*, et d'être occupés toute l'année. Mais, hélas! cet avantage n'est que fictif; les prix que nous allons donner le prouveront: un pantalon de toile est payé de 40 à 50 c.; un gilet de 20 à 25 c.; une blouse de 50 à 60 c., etc. Pour confectionner *trois* ou *quatre* pantalons, il faut travailler *seize* ou *dix-huit* heures. Il en est de même des gilets.

Sur les prix ci-dessus, on doit encore retirer les fournitures, qui, pour les hommes, sont de 25 c. pour *quatre* pantalons, et, pour les femmes, de 10 c. pour *trois* gilets, ce qui réduit le salaire des ouvriers à 1 fr. 75 c., et celui des femmes à 60 c. par jour.

Si l'on met en parallèle le gain et la dépense d'une famille de travailleurs, on verra dans quelle condition misérable elle se trouve forcée de vivre.

IV.

MALADIES.

Les *tailleurs* sont sujets à de nombreuses maladies. Travaillant dans des ateliers où l'air n'est pas renouvelé fréquemment; ayant toujours le corps plié en deux, ils sont généralement pâles, blâfards et d'une maigreur extrême. Les accidents gastriques, les catarrhes, les rhumatismes, la phthisie et l'affaiblissement de la vue dans un âge peu avancé, tels sont les maux dont leur profession est la cause. L'extrême chaleur produite par les *réchauds* sur lesquels ils mettent leurs *fers*, jointe à l'odeur de la lampe et à celle du charbon, les expose quelquefois à d'affreuses maladies.

De plus, leur nourriture est prise irrégulièrement; elle est souvent malsaine. Lorsqu'on attend une pièce, l'ouvrier ne peut la quitter, et souvent il ne prend son repas que lorsqu'elle est terminée. Ensuite le chômage, qui, en temps ordinaire, est de quatre mois au moins, fait qu'à cette époque ils se nourrissent plus mal que d'habitude. Ils gagnent trop peu lorsqu'ils travaillent pour pouvoir économiser; leur journée dans la bonne saison ne s'élève pas, terme moyen, à plus de 3 fr. 50 c.

Nous terminons ici notre étude sur le *tailleur*. Pour qu'elle fût complète, il faudrait y consacrer au moins un volume, car c'est une profession remarquable sous tous les rapports.

Paris renferme 40,000 *tailleurs*, tous condamnés aux maladies que nous venons d'indiquer, et ne gagnant qu'un salaire insuffisant pour prix de tant de souffrances. Il est donc à désirer que, pour eux comme pour tous ceux qui sont dans d'aussi pénibles conditions, des institutions nouvelles viennent empêcher que la santé et la vie ne soient compromises dans ce qu'elles ont de plus impérieux.

C'est à l'avenir à réparer les maux du présent.

PIERRE VINÇARD.

HISTOIRE POLITIQUE ET PHILOSOPHIQUE DES ABEILLES.

SOMMAIRE: Fâcheuse disposition des insectes en général pour l'homme. — Une exception glorieuse. — Parallèle hérétique entre les travaux d'Hercule et ceux de saint Siméon Stylite. — L'abeille honorée de plusieurs grands personnages de la mythologie et de l'Ecriture sainte. — Singulière opinion des Grecs et des Hébreux sur la généalogie des abeilles. — Le mystère découvert par un aveugle. — Constitution politique des abeilles. — M. Dupin aîné et M. Proudhon... traités de conservateurs-bornes par icelles. — Injurieux mépris des abeilles pour les doctrines des moralistes humains touchant la propriété et la famille. — Institution du séral masculin à l'usage du beau sexe. — Les orgies amoureuses des Cléopâtre et des Marguerite de Bourgogne dépassées. — Antinomie de la terreur. — Système d'anarchie positives — Guerre aux mâles. — Jusqu'où va l'analogie de l'abeille et de la religieuse — Division de la population en trois castes. — Les reines ou les femelles. — Les ouvrières ou neutres. — Les mâles. — La reine des abeilles *pond* et ne *gouverne pas*. — Respect édiflant des insectes pour les femelles qui se trouvent dans une position intéressante. — Usage du palanquin inventé par les fourmis de sang noble. — Où l'auteur est obligé de confesser, à son grand désespoir, la supériorité du sexe féminin sur les deux autres. — Organisation des services publics. — Le conseil d'administration supérieur. — Equilibre de population. — Solution du problème de Malthus. — Combat des reines annoncé à son de trompe. — L'abeille solitaire. — Miraculeuse conversion d'un économiste. — Créduité naïve d'un castor de la Camargue à l'endroit de M. Thiers. — Pourquoi les abeilles ont adopté la cellule hexagonale. — Leçons de sagesse infligées par les abeilles aux chefs des écoles socialistes. — Ingénieux système de ventilation des abeilles. — Plusieurs généraux illustres mis en déroute par des abeilles. — Leurs ennemis. — Leurs misères. — Le coucou indicateur. — Morale.

L'abeille s'est ralliée à l'homme et l'a sauvé souverain de ce globe, dès les temps les plus reculés de l'histoire. C'est une grande gloire à elle. Son exemple malheureusement eut peu d'imitateurs parmi les animaux à six pattes et plus. A l'heure qu'il est, l'homme qui a réussi à faire accepter sa politique par une quarantaine d'espèces dans les tribus peu peuplées des oiseaux et des quadrupèdes, compte à peine dans les rangs innombrables des insectes deux ou trois adhérents. Le reste, je veux dire la masse, n'a cessé de protester depuis le premier jour contre la tyrannie. Dans leur haine ardente contre l'homme, les insectes s'attaquent à tout ce qui lui appartient. Le charançon dévore ses récoltes, la fourmi ses confitures de groseilles, telle chenille ses vergers, telle autre ses vignobles. Le taon, la mouche, le tiquet, la puce, une foule de sangsues insatiables, s'enivrent avec amour du sang de ses troupeaux, se suspendent en grappes à leur chair. Les taretts de la Hollande, d'infimes *percebois*, pas plus gros qu'un canon de clef de montre, et qui vivent dans l'intérieur des poutres, complotèrent un jour de jeter bas les dignes merveilleuses qui défendent les Pays-Bas des invasions de la mer, et de rendre cette riche proie à l'Océan avide. Le complot n'échoua que par une circonstance indépendante de la volonté des conspirateurs et grâce à l'intervention du vanneau, dont les *ceux*, par parenthèse, font des omelettes supérieures.

Vainement l'homme lui-même, le maître de la terre, essaie-t-il d'opposer aux morsures venimeuses de ses persécuteurs le triple bouclier de ses couvertures et de son inviolabilité royale; l'engeance démoniaque, possédée du besoin de lui nuire, s'insinue dans la place par des voies détournées, s'empare de sa victime, la brûle, la déchire, lui ravit le repos du

jour et de la nuit. J'ai vu, sous les climats heureux où fleurit l'oranger, l'immonde scorpion, le hideux scolopendre chercher dans mes bottes un abri contre l'humidité nocturne. J'ai entendu dans le demi-sommeil de la sieste ou du soir bruire à mes oreilles les fanfares des moustiques, plus aigres, plus discordantes, plus menaçantes que celles du jugement dernier, et j'ai maudit dans mon âme les pays enchantés, favoris du soleil.

Cette haine sans nom de l'insecte pour l'homme ne se refroidit pas même au contact du cadavre; elle dure tant qu'il y a à mordre, et persiste par delà la tombe. En somme, c'est une création complètement subversive et dont nous aurons une peine infinie à nous défaire sans une révolution.

Nul ne sait ce qu'il a fallu de courage à l'abeille pour lutter contre le torrent de l'exécration universelle vouée par ses congénères à notre espèce; mais il est certain qu'avant d'arriver à la signature de son traité d'alliance avec l'homme, elle a dû rencontrer une forte opposition dans le sein de sa propre famille, et notamment dans l'opinion bien connue du frêlon et de la guêpe, ses plus proches parents. C'est précisément l'intensité de cette haine systématique et aveugle des insectes pour l'homme qui fait le mérite de l'abeille; ce qui déshonore la règle glorifie l'exception. Les peuples les plus sages de l'antiquité en avaient jugé ainsi.

Les Grecs, ces amants passionnés du progrès et de l'art, décernèrent un brevet d'immortalité au pasteur Aristée, qui passait chez eux pour avoir apprivoisé le premier les abeilles et inventé la ruche. C'était pour le dire en passant, un procédé de rémunération simple et commode, économique surtout, que cette habitude grecque du brevet d'immortalité. On n'avait pas le moyen d'accorder à l'inventeur une pension viagère à titre de récompense nationale; on lui accordait une place dans le ciel; on faisait ce qu'on pouvait. La fonction n'étant pas rétribuée, la concession du nouveau brevet faisait plaisir à l'aucun de monde et ne gênait personne. D'un autre côté, l'espoir d'aller là haut, d'obtenir quelque jour un temple et des autels suffisait pour entretenir au cœur de l'homme le feu sacré de la noble ambition. Quelle différence, grand Dieu! entre la politique des anciens et celle des modernes à l'endroit des inventeurs, et comme la comparaison penche à l'avantage des Païens. Hélas! au lieu de louer, comme les autres, les découvreurs illustres dans leur ciel, les chrétiens les ont mis dans des prisons obscures, où ils ont fait expier aux Galilée, aux Christophe Colomb, aux Salomon de Caus les torts de leur génie. Ingratitude et crime, que la postérité ne pardonnera pas aux bourreaux. On me dira que les nations chrétiennes les plus avancées ont substitué depuis à la peine de la réclusion perpétuelle pour l'inventeur l'amende pécuniaire, sous prétexte de brevet d'invention. Je ne méconnais pas l'amélioration; mais je la trouve insuffisante, comme je trouve que le simple affranchissement du pont des Arts n'est pas assez pour une révolution. Je répète que je préfère aux brevets d'invention payés de l'âge moderne, le brevet gratis d'immortalité décerné par la reconnaissance publique aux Hercules, aux Bachchus, et que la légende des Saints de Grèce, malgré l'absence du diable, l'emporte de cent coudées sur la légende catholique, pour l'intérêt des récits et la glorification des services réels rendus à l'humanité. Ce que je vais dire est peut-être mal; mais j'aurai jusqu'au bout le courage de mon opinion. Je déclare qu'à mon sens un Hercule qui a consacré sa vie à la destruction des monstres et à l'assainissement des marais a mieux gagné ses indulgences et sa place dans le ciel qu'un saint Siméon Stylite, qui a perché trente ans sur une colonne, dans l'attitude d'un épouvantail à moineaux francs ou d'une cigogne endormie.

Le plus sentimental et le plus harmonieux de tous les poètes de l'antiquité, Virgile, a consacré son plus admirable chef-d'œuvre et ses plus doux accents à la gloire du pasteur Aristée, inventeur des abeilles. Le peuple athénien, peuple artistique et initiateur par excellence, vante comme une des merveilles de sa patrie aride, le miel du mont Hymète, ce miel chéri des Grecs...

Que l'abeille aujourd'hui cherche en vain dans ces lieux Abandonnés de Flore et méprisés des dieux.

L'écriture sainte tient en haute considération les abeilles. L'Ecclésiaste célèbre leurs vertus; le grand saint Basile, un socialiste effréné, les appelle des bêtes patriotiques. Saint Jean-Baptiste, qui fait une consommation considérable de miel dans le désert, se montre plein de reconnaissance à leur

égard. Aristote reproche à tort à ces insectes d'être un peu durs d'oreille; car elles sont sensibles aux charmes de la musique agréable et détestent le charivari.

Les oreilles délicates et les cœurs tendres se délecteront jusqu'à la consommation des siècles au récit des malheurs de la belle Eurydice et du repentir édifiant du pasteur Aristée; mais la science moderne ne pouvait ratifier aussi complaisamment la théorie de la science d'autrefois sur la génération des abeilles.

Les naturalistes d'autrefois, dont le cygne de Mantoue (Virgile) s'est constitué l'éditeur responsable, faisaient naître les abeilles du sang des bœufs et des génisses offerts en sacrifice aux dieux. Il a été prouvé que la chose ne s'opérait pas ainsi. Le mystère, toutefois, n'était pas des plus faciles à éclaircir, puisqu'il a fallu attendre pendant quarante siècles qu'un œil plus perçant que tous les autres le pénétrât. La gloire de cette découverte était réservée, comme on sait, à un aveugle, un observateur de nos jours, Huber, citoyen de Genève.

Ainsi, non seulement l'ignorance des modernes excuse celle anciens, mais ici, comme toujours, le mensonge des Grecs a été aussi joli que la vérité.

Le bœuf et la vache, créatures dévouées et pacifiques qui vivent et meurent pour l'homme, mais qui, plus heureux que le prolétaire épuisé de fatigue, peuvent au moins s'endormir à la fin de leur rude carrière dans les douceurs d'une grasse indolence et s'acheminer vers la mort par un sentier semé de fleurs, le bœuf et la vache symbolisaient, chez les Grecs, le travail nourricier. Le bœuf et la vache, dont les prêtres mangeaient la chair et vendaient la peau, étaient naturellement les victimes les plus agréables à la divinité. Le sang de la vache rouge répandu sur les assistants les lavait de leurs impuretés, comme chez nous l'eau du baptême. Alors rien de plus logique que de placer dans les entrailles des précieuses victimes l'origine de ces insectes ailés, si passionnés pour le travail, si empressés de préparer pour l'homme le plus parfumé, le plus salubre et le plus suave de tous les aliments.

S'il nous est impossible d'admettre, avec le pasteur Aristée, que les abeilles naissent des entrailles des taureaux et des génisses, à plus forte raison refusons-nous toute créance à la théorie de l'hercule juif (Samson), qui les faisait issir (sortir) des entrailles du lion.

Nous dirons tout à l'heure les amours des abeilles; parlons d'abord de leur constitution politique. Gibbon, Montesquieu, Blackstone et bien d'autres ont écrit de très gros volumes sur des constitutions à coup sûr moins intéressantes que celle-là.

Prenez, en effet, le contrepied de toutes les institutions décrétées par des hommes; imaginez les théories les plus anarchiques et les plus subversives de tout ordre social; fondez dans un même creuset Platon, Campanella, Babeuf et Morelly, le résidu que vous obtiendrez sera du modérantisme glacial, à côté des pratiques gouvernementales de l'abeille. M. Dupin aîné, l'illustre historiographe de la maison des Jault, l'apologiste fougueux du principe de la communauté agricole, paraîtrait d'une pâleur extrême en regard du plus froid historien de la ruche. Le plus célèbre démolisseur de ce temps, l'ennemi le plus intime du capital, serait traité de conservateur-borne, voire de réactionnaire par les abeilles. Les abeilles sont des niveleuses effrénées qui n'ont jamais voulu entendre à la propriété individuelle, ni même au ménage morcelé.

J'ajoute que, contrairement aux prédications de toutes les écoles socialistes qui repoussent les moyens violents, l'abeille n'a jamais reculé devant l'emploi des moyens les plus énergiques pour arriver au triomphe de ses principes. Les historiens des hommes se sont fort scandalisés d'une Saint-Barthélemy de nobles qui se commit en France vers 1572. Il ne se passe pas d'année que chaque ruche ne fournisse à l'histoire des abeilles le contingent d'une semblable tuerie.

Tous les moralistes honnêtes, tous les philosophes consciencieux sont d'accord pour considérer le ménage morcelé et la propriété individuelle comme les bases les plus essentielles de l'ordre social. Il faut voir avec quel souverain mépris, avec quelle injurieuse inconvenance de formes ces petites bêtes, je parle des abeilles, ont accueilli de tout temps ces principes vénérés.

S'il est encore, dans le monde des hommes, une vérité généralement admise, c'est, sans contredit, la supériorité physique et intellectuelle de l'homme sur la femme. Allez, je vous prie, demander aux abeilles leur opinion là dessus. L'abeille a institué

le sérail d'hommes, je veux dire de mâles, à l'usage du beau sexe. L'abeille a réalisé les imaginations les plus extravagantes des *Lettres Persanes*, et dépassé dans ses cruautés amoureuses les exploits de Cléopâtre et des Marguerite de Bourgogne. On lira plus bas sur ce sujet des détails scandaleux.

L'effrayant est de voir au bout de ce régime sanguinaire d'anarchie et de terreur, l'Ordre, la Richesse, le Bonheur universel quasi-réalisés par le travail attrayant. Au spectacle de ce monde à rebours, où l'on se fait un jeu des choses les plus saintes, où les principes subversifs engendrent l'harmonie, où le masculin est moins noble que le féminin et même que le neutre, l'esprit égaré, confondu, se perd dans le flux et le reflux de mille antinomies. C'est impossible, mais ça est. Je ne trouve d'analogie à ce résultat étrange dans toute l'histoire humaine que le principe d'égalité et de fraternité, surgissant glorieux des ruines de la terreur après 89.

Pas de loi! Voilà dans tout son laconisme la teneur de l'article premier de la constitution des abeilles. Je doute que l'anarchie ait jamais été formulée d'une façon plus carrée.

Pas de loi! c'est-à-dire que *chacune* vive à sa guise, fasse ce qui lui plaît, travaille suivant ses goûts, consomme suivant ses besoins.

Promulguiez une partille charte dans la société des hommes où les desirs sont infinis et les moyens de jouissance très bornés, ce sera le déchaînement immédiat de tous les appétits brutaux, le signal de la guerre civile et de la spoliation universelle. Mais les abeilles, mieux douées que l'homme, n'ont pas à craindre que le libre essor de leurs passions amène de semblables catastrophes; car l'unique passion des abeilles est l'amour du travail qui produit la richesse. Le privilège de faimantise est aussi répulsif à l'abeille qu'il est attrayant pour nous. Voilà pourquoi il n'y a point de pauvres ni de riches parmi elles. L'abeille n'a pas besoin d'une loi faite par elle, puisque l'obéissance à la loi de Dieu, c'est-à-dire la liberté, les conduit tout droit au bonheur. La loi, même la loi la plus juste, est toujours, quoi qu'on dise, une institution sociale et non divine, une institution décrétée par une majorité quelconque, au préjudice de la minorité. La loi, pour des légistes, peut être l'expression de la sagesse sociale; pour les penseurs, c'est tout simplement une transaction entre la passion, loi de bonheur, *moteur divin*, et la raison, *moteur humain*. Et notre idéal à tous, c'est la venue d'un ordre social où l'obéissance à la loi de Dieu (liberté), se fondera avec l'obéissance à la loi de l'homme (l'ordre). Ceci est la traduction littérale de la prière, par laquelle nous demandons à Dieu que son règne arrive sur la terre comme au ciel; car les hommes ne se doutent pas du bonheur qu'ont les astres à parcourir les orbites que Dieu leur a tracées dans l'espace sans fin.

Ainsi, ce principe même de l'obéissance à la passion qui, dans une société pauvre comme la société humaine, déchaîne tous les fléaux à la fois, se trouve être la garantie de toutes les libertés dans une société riche comme celle des abeilles. Mais supprimez la fleur des prairies, et l'abeille, privée de son instrument de travail, retombe dans la situation désastreuse où gémissent nos prolétaires d'aujourd'hui. D'où je me permets de tirer cette conclusion judiciaire que, pour arriver à la jouissance du bonheur intégral (satisfaction de sens et de l'âme), l'humanité doit commencer par accroître dans des proportions colossales le chiffre de son avoir.

A. TOUSSENIER.

(La suite au prochain numéro).

DIALOGUE.

Evelyn.— Qu'est-ce que l'honnêteté? où existe-t-elle? dans quelle partie de nous-même?

Sharp.— Dans le cœur, je suppose, monsieur.

Evelyn.— M. Sharp, elle existe dans le gousset. Tenez, je place cette pièce d'or sur la table, et je vous regarde tous les deux, l'homme là, l'or ici. Eh bien! il passe dans la rue maintes personnes aussi honnêtes que vous, qui vont et viennent, qui pensent, sentent et raisonnent comme nous faisons; des personnes d'un visage agréable et douées d'une âme immortelle... Laissez seulement leurs poches vides pendant huit jours, ces personnes vous vendront leur pensée, leur raison, leur corps, leur âme pour cette petite pièce de monnaie. Est-ce la faute de l'homme? Non, c'est la faute des hommes. Quand j'étais pauvre, je haïssais le monde; aujourd'hui que je suis riche, je le méprise.

Ed. L. BCLWER. (*L'argent*, comédie en 5 actes.)

FAITS DIVERS.

Nous remercions nos amis de la *Démocratie pacifique*, du *Peuple*, du *Crédit*, de la *République* et de la *Révolution démocratique* du bon cours bienveillant et gratuit qu'ils ont prêté à notre œuvre par leur publicité. Nous sommes heureux d'avoir reçu en rentrant dans l'arène de la presse militante la salutation fraternelle de nos anciens et de nos nouveaux compagnons d'armes. Ce cordial accueil nous impose une dette de gratitude que nous serons toujours empressés d'acquitter. Nos remerciements s'adressent également à nos amis de la presse départementale.

Nous avons rencontré dans le sein des associations ouvrières mêmes témoignages de bienveillance, même expression de sympathie pour notre œuvre. Non seulement la plupart de ces associations ont mis leurs salles de réunion à notre service pour l'apposition des affiches et pour la vente du *Travail affranchi*, mais beaucoup ont voulu se charger gratuitement de cette vente. Nous ne pouvions accepter sans égoïsme une pareille preuve de désintéressement, car toute peine, selon nous, mérite salaire; mais une difficulté de cette nature ne pouvait diviser bien longtemps les associations ouvrières et le rédacteur du *Travail affranchi*. Les ouvriers l'ont tranchée en proposant de verser la remise de trois centimes par numéro, que nous accordons à nos vendeurs, dans la caisse des transports; la proposition a été accueillie par nous comme elle devait l'être, avec enthousiasme et unanimité. Nous prions les associations qui veulent bien se charger de la vente de nos numéros de garder par devers elles le montant de la remise et de le faire parvenir à sa destination charitable.

Nous sommes priés d'insérer la déclaration suivante :

*Aux délégués des corporations ouvrières ayant
siégé au Luxembourg.*

La commission formée dans votre séance du 9 décembre dernier pour s'occuper de l'organisation des associations ouvrières, est heureuse de vous annoncer que beaucoup de travailleurs ont déjà répondu à son appel, et que par ses soins six associations se forment en ce moment. Ce résultat, obtenu dans un si court espace de temps, est d'un heureux présage pour l'avenir.

Votre commission s'est mise en rapport avec le citoyen Proudhon, afin de lui prêter son concours pour la formation de la *Banque du peuple*, qui va fonctionner prochainement. Votre commission croit devoir vous rappeler que cette institution sera d'un puissant secours pour les associations ouvrières, puisqu'en leur fournissant le crédit, elle leur donnera la facilité des transactions, et l'unité indispensable à leur prospérité.

Ainsi, chers camarades, malgré toutes les entraves apportées à nos travaux par l'esprit de réaction, nous devons être fiers de voir, par nos constants efforts, l'œuvre du Luxembourg s'accomplir.

Pour la commission :

Aug. BLUM, BRASSELET, DUBUC, GAUTIER.

Sous le titre de *Chambre du Travail*, il vient d'être créé un syndicat général des associations de travailleurs, composé exclusivement de délégués pris dans le sein de chacune des dites associations.

Ce centre commun était reconnu indispensable comme réalisation du principe de solidarité; il est aujourd'hui définitivement constitué, et déjà la Chambre du Travail a reçu l'adhésion de trente associations.

Relier entre elles toutes les associations et les centraliser, ouvrir à leurs produits des débouchés nombreux et certains; étudier et introduire dans la pratique les meilleurs systèmes de direction et d'administration; créditer les associations au moyen d'une caisse commune, et établir entre elles l'échange direct des produits; intervenir comme arbitre amiable dans toute contestation entre associations, etc.; éclairer de ses conseils et de son expérience les travailleurs qui ont le désir de s'associer; leur assurer son concours dans toute circonstance, et notamment pour la réduction des actes de société et des réglemens; les créditer autant que possible et leur procurer les intrinsèques de travail et les matières premières, etc., etc., tel est le but que se propose la Chambre du Travail!

Cette tâche est immense; mais elle sera poursuivie avec courage et persévérance par les travail-

leurs composant cette chambre, car le succès des associations en dépend.

Il est temps d'ailleurs que les travailleurs s'accoutument à faire leurs affaires eux-mêmes en dehors des influences dont l'action peut être dénaturée par l'amour-propre ou l'ambition. Aussi les associations qui ont fondé la *chambre du travail* ont-elles suivi religieusement les principes démocratiques en convoquant toutes les associations dont l'existence leur était connue, et en les invitant à se faire représenter à la *chambre du travail*.

Ce n'est, en effet, que par le concours direct de toutes les associations, par l'étude consciencieuse des principes et de la pratique, que seront résolues les nombreuses et graves questions qui surgissent de l'association.

En dehors de ces conditions, rien de sérieux, rien de durable ne saurait être établi.

Ils accueilleront avec reconnaissance les conseils et les idées des hommes sincèrement dévoués à leur cause, et ils peuvent affirmer dès à présent, que le concours moral des citoyens éminents qui ont donné l'élan aux associations, leur est assuré, et que le but qu'ils se proposent a reçu de leur part une entière approbation.

Pour être admise à la *chambre du travail*, toute association régulièrement constituée, doit justifier d'une copie de son acte de société; cette mesure prudente met la *chambre* en garde contre certaines exploitations qui se parent du titre d'association, et qui resteraient certainement en dehors de la *chambre du travail*.

Le bureau provisoire est fixé rue Coquillière, 15; il est ouvert tous les soirs, de 7 à 10 heures.

La détresse de l'ouest de l'Irlande est effrayante; Menso, Galway, Sligo, Clare et Limerick sont dans une affreuse situation. Les membres du clergé catholique romain ne dissimulent pas la gravité du mal et supplient la charité publique d'y porter remède. A Baltimore, à Tartres, dans le comté de Menso, de nombreuses familles (plus de 300) sont dans la plus grande détresse, elles ne sont soutenues que par la charité. On pourrait, à la prochaine session du parlement, faire passer sous ses yeux une liste de 1.800 personnes au moins tuées par la misère et par la faim. Que de gens de la campagne meurent de faim, après ne s'être nourris, pendant quelques jours, que de légumes crus arrachés de la terre; les paysans sont de véritables squelettes qui font mal à voir. Beaucoup d'indigents préfèrent venir mourir chez eux de misère, de faim et de froid, plutôt que de rester dans les maisons des pauvres, au milieu d'une atmosphère infecte et des morts qui restent auprès des moribonds, sans consolation aucune.

Les employés des lois des pauvres sont loin d'être dans cette affreuse situation. Ils s'engraissent et vivent bien pendant que les victimes destinées à être secourues avec l'argent qu'ils perçoivent, maigrissent et meurent. A Dungarvon, la maison des pauvres a reçu cinq cents pêcheurs qui n'avaient rien absolument pour vivre! Dans la maison des pauvres de Millown, comté de Clare, la fièvre et la dissenterie font des ravages. Le jour de Noël on a enterré neuf morts. Tel est le peu de soin avec lequel ces cadavres sont enterrés, qu'il n'est pas rare de voir quelques-uns des corps déchirés et emportés par des chiens.

Les privilèges du haut commerce et de la grande industrie. — Tout le monde a remarqué, à la fin de la semaine dernière, l'encombrement qui se produisait aux abords de l'entrepôt général du commerce et de l'industrie. On est curieux peut-être d'en connaître la cause.

Une maison de nos environs avait acheté du coton d'Amérique à terme, alors que les cotons étaient en baisse. Au moment où il fallut solder cette acquisition, la maison dont il s'agit ne se trouva pas en fonds. Que fit-elle? Elle déposa à l'entrepôt les mêmes cotons qu'elle devait payer et sur lesquels elle faisait déjà, par suite de la hausse, un fort beau bénéfice; elle s'acquitta ainsi, à l'aide des récépissés qui constataient le dépôt, sauf à retirer au fur et à mesure de ses besoins, le gage qu'elle avait fourni.

Pourquoi la grande industrie est-elle seule à profiter des avantages des entrepôts généraux? Pourquoi le petit commerce et la petite industrie, l'artisan le plus humble ne partageraient-ils pas le même procédé? Ce serait assurément un pas énorme vers l'organisation du travail.

(Glaneur du Haut-Rhin.)

Nous lisons dans l'*Observateur belge*:

« Descendre dans les mines et remonter par des échelles verticales, sont des opérations si fatigantes, que les mineurs préfèrent, malgré les ordonnances qui le leur défendent, exposer leur vie aux chances de solidité d'une corde qui, malheureusement, se rompt souvent et les précipite dans l'abîme.

» Nous avons assisté hier à une expérience en grand qui a démontré, de la manière la plus évidente, que ce danger n'existera plus pour les mineurs, car, au moyen d'un appareil d'une extrême simplicité, le cuffat reste suspendu lorsque la corde vient à se rompre.

» Cette expérience ne se faisait pas sur un modèle, mais dans un puits d'une grande profondeur; elle avait lieu, non sur des matières inertes, mais sur des hommes qui sont restés suspendus au milieu du puits lorsque le câble a été rompu.

» Le parachute des mineurs n'est plus désormais une spéculation théorique, c'est un agent pratique, c'est un fait accompli.

» La démonstration de l'appareil se faisait devant une assemblée nombreuse, composée d'hommes instruits et compétents, la plupart familiers avec l'art si difficile de l'exploitation des mines. Leur satisfaction a été telle qu'ils ont spontanément offert à l'inventeur, M. Vanderhecht, de constater, séance tenante, par un procès-verbal, les faits dont ils ont été témoins. Parmi les signataires se trouvent M. D... l'un des assistants qui a désiré répéter lui-même l'expérience; le câble s'étant rompu, M. D... et l'ouvrier qui l'accompagnait ont été arrêtés spontanément sans éprouver la moindre secousse.

» Nous aurons soin de tenir nos lecteurs au courant des nouvelles applications que l'on ne peut manquer de faire de cette invention si doublement intéressante au point de vue de l'humanité et de l'économie de l'exploitation des mines. »

Les Irlandais nous ont enseigné le fatal secret de vivre de pommes de terre, et nous avons dû renoncer à l'usage du pain et de la viande que mangeaient autrefois nos aïeux. Si jamais on trouve le moyen de faire vivre un homme à raison de cinq centimes par jour, soyez sûr que le taux moyen des salaires tombera à cinq centimes.

Déposition d'un ouvrier anglais. (Enquête ordonnée par le parlement.)

S'il pouvait exister un homme qui eût intérêt à ce que 2 et 2 fissent 5, on ne lui persuaderait jamais que 2 et 2 font 4. *(Hesetius.)*

Le prétexte ordinaire de ceux qui font le malheur des autres, c'est qu'ils veulent leur bien. *(Vauvenargues.)*

Tous les êtres intelligents ont été créés pour une fin. Cette fin est le bonheur, et cette fin leur donne des droits fondés sur cette destination. *(Turgot, 2^e lettre sur la tolérance.)*

PROPHÉTIES DE M. DE CHATEAUBRIAND.

Au train dont nous allons, les fermiers demanderont bientôt aux possesseurs du sol pourquoi ils labourent les friches, tandis que lui se promène les bras croisés; pourquoi ils n'ont qu'une blouse de toile, tandis qu'il porte une redingote de laine. La propriété industrielle n'est pas plus à l'abri que la propriété territoriale. Faites donc aujourd'hui, après l'affaire de Lyon, que le fabricant soit le maître dans sa fabrique, que ses ouvriers ne lui demandent pas, si bon leur semble, d'entrer le samedi en partage des profits de la semaine! Faudra-t-il établir une garnison de vingt-six mille hommes dans chaque ville manufacturière, et mettre un soldat en faction auprès de chaque aune de ruban ou de drap? Mais, que dis-je, faites donc que vous soyez roi, ministre, et le reste, sinon pour rire, et tant qu'il plaira à votre voisin. Un temps viendra où l'on ne concevra pas qu'il fut un ordre social dans lequel un homme comptait un million de revenu, tandis qu'un autre homme n'avait pas de quoi payer son dîner. Un noble marquis et un gros propriétaire paraîtront des personnages fabuleux, des êtres de raison.

L'un des rédacteurs, F. VIDAL.

Imprimerie POUSSIELGUE, rue du Croissant, 12.